

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

11 Laurier St. / 11 rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0A1/Noyau 0A1

Gatineau, Québec K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

Revision to a Request for a Standing Offer

Révision à une demande d'offre à commandes

Departmental Individual Standing Offer (DISO)

Offre à commandes individuelle du département(OCID)

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Consultant Services Division/Division des services
d'experts-conseils

11 Laurier St./11 Rue Laurier

3C2, Place du Portage

Phase III

Gatineau, Québec K1A 0S5

Title - Sujet Services d'architecture générale	
Solicitation No. - N° de l'invitation EP168-130975/A	Date 2013-09-28
Client Reference No. - N° de référence du client 20130975	Amendment No. - N° modif. 006
File No. - N° de dossier fe102.EP168-130975	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$FE-102-63325	
Date of Original Request for Standing Offer 2013-08-19	
Date de la demande de l'offre à commandes originale	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-10-07	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Boucher, Francine M.	Buyer Id - Id de l'acheteur fe102
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-6043 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Delivery Required - Livraison exigée	
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Various locations National Capital Area	
Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Acknowledgement copy required Accusé de réception requis	Yes - Oui <input type="checkbox"/>	No - Non <input type="checkbox"/>
The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.		
Signature	Date	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
For the Minister - Pour le Ministre		

La présente est en réponse aux demandes de renseignements reçues dans le cadre de cette invitation.

Question 3:

Concernant l'alinéa EPEP 3.2.1.2. b), l'on demande au proposant de fournir un « résumé de la structure type proposée pour la répartition des travaux » pour les ressources affectées au projet, le calendrier et l'importance du travail.

Il n'y a pas vraiment de « structure type » pour la répartition des travaux. Chaque structure est conçue en fonction des besoins particuliers au projet. La structure change en fonction du type de projet (étude, rénovation, nouvelle construction), des compétences requises (quels ingénieurs et spécialistes), du calendrier (contraintes, division par phase) et de la complexité (importance du travail). Cette exigence est impossible à respecter sans avoir de projet sur lequel se baser et vous devriez recevoir une grande variété de réponses et d'interprétations des proposants. Cela vous compliquera également la tâche lorsque viendra le temps d'évaluer les soumissions. De plus, une structure pour la répartition des travaux passablement bien détaillée occupera énormément de pages.

Nous avons constaté que, dans les deux projets hypothétiques, vous demandez déjà un résumé de la structure proposée et cela devrait suffire à évaluer la capacité d'un proposant à préparer une structure pour la répartition des travaux pour un projet en particulier.

Nous suggérons qu'à la place vous demandiez aux proposants de décrire la méthodologie qu'ils utiliseront pour préparer la structure pour la répartition des travaux et pour déterminer les ressources affectées au projet, le calendrier et l'importance du travail. L'alinéa 3.2.1.2. b) pourrait être révisée de la manière suivante : « une description de la méthodologie que vous utiliseriez pour préparer une structure pour la répartition des travaux et pour déterminer les ressources affectées au projet, le calendrier et l'importance du travail. »

Réponse 3:

Veillez consulter la modification 02 pour la réponse.

Question 4:

Concernant les alinéas EPEP 3.2.4.2 et 3.2.4.3, on fait souvent référence au « proposant ». Nous croyons qu'il devrait être écrit « sous-experts-conseils et spécialistes » au lieu de « proposant ».

Réponse 4:

Veillez consulter la modification 02 pour la réponse.

Question 5:

Concernant l'alinéa EPEP 3.2.7.2. e), il s'agit essentiellement d'une répétition de l'alinéa EPEP 3.2.1.2. e). Est-ce que cet alinéa pourrait être éliminé pour réduire la répétition des documents de base?

Réponse 5:

EPEP 3.2.7.2. e) : sa compréhension du travail effectué en collaboration avec TPSGC dans le contexte des projets hypothétiques et non sa compréhension générale du travail effectué en collaboration avec TPSGC.

Question 6 :

Voir les paragraphes EPEP 3.2.5 et 3.2.6. Selon ce qui est inscrit, vous ne cherchez qu'à obtenir des renseignements sur le personnel du proposant et vous ne cherchez pas à obtenir d'information sur les sous-experts-conseils et spécialistes engagés par le proposant.

Par le passé, les DOC exigeaient les C.V. du personnel des sous-experts-conseils et des spécialistes. Veuillez confirmer que vous ne souhaitez pas obtenir ces renseignements.

Réponse 6:

Le C.V. du personnel des sous-experts-conseils et spécialistes n'est pas requis pour la présente DOC. Veuillez consulter le paragraphe EPEP 3.2.4 à propos de l'information exigée par rapport à l'expérience antérieure des sous-experts-conseils et spécialistes.

Question 7:

3.2.5 Expertise et expérience des cadres

3.2.6 Expertise et expérience du personnel de projet

Ces sections font référence au "proposant". La définition de proposant exclut les sous-experts-conseils. Est-ce que l'expertise et l'expérience des cadres et du personnel de projet des sous-experts-conseils sont évaluées et, si oui, où cela est-il indiqué dans les Exigences cotées?

Réponse 7:

Les paragraphes EPEP 3.2.5 et 3.2.6 font référence uniquement à l'expertise et à l'expérience du proposant. Veuillez consulter le paragraphe EPEP 3.2.4 à propos de l'information exigée par rapport à l'expérience antérieure des sous-traitants et spécialistes. L'expérience antérieure des sous experts-conseils et des spécialistes sera évaluée selon les dispositions du tableau de l'article EPEP 3.3 Évaluation et Cotation.

Question 8:

Projet hypothétique 2: Veuillez confirmer que les services requis sont pour une étude de faisabilité et clarifier la phrase suivante qui se trouve dans les travaux requis : " L'équipe de l'expert conseil principal devra se charger des services de préconception et d'administration du projet pendant toutes les étapes du projet. "

Réponse 8:

Veuillez consulter la section Services requis - SR 1 Services de conception préliminaire du document de DOC pour voir la description complète des services requis de l'expert-conseil relativement à l'étude de faisabilité. Veuillez consulter la section Description des services - AP1 Administration du projet du document de DOC pour une définition des services requis pour l'administration du projet par l'équipe du proposant.

Question 9:

Permis et licences nécessaires. Les exigences en matière d'accréditation professionnelle varient en fonction des provinces. Nous demandons à ce que la DOC soit structurée de manière à octroyer des offres à commandes distinctes pour chaque province.

Réponse 9:

Les exigences en matière d'accréditation professionnelle définies dans la DOC d'architecture à la section 3.1.2 restent inchangées.

Question 10:

Nous avons constaté que pour la présente offre à commandes TPSGC a abandonné ses exigences de longue date relativement à l'inclusion de deux cabinets de génie mécanique et de deux cabinets de génie électrique. Nous aimerions suggérer de revenir sur cette décision, car il peut être avantageux de faire affaire avec deux cabinets pour chaque discipline pour les raisons suivantes :

- Puisqu'il s'agit d'une offre à commande de grande ampleur, si un seul cabinet de génie mécanique et électrique devait s'occuper de plusieurs équipes, cela pourrait faire en sorte que le cabinet serait trop occupé pour accepter de nouveaux mandats.
- Notre diligence raisonnable avec nos sous-experts-conseils avant d'entreprendre un projet comprend une révision avec chaque cabinet de la nature, de la portée et du calendrier de ce projet. Il est déjà arrivé qu'après cette révision, un cabinet de génie électrique ou mécanique ait décidé de refuser le projet.

- Certains projets sont hautement spécialisés. Souvent, un cabinet possède une expertise qui lui est propre et qui concorde avec les besoins du projet. La capacité de faire concorder les besoins du projet avec les spécialités des cabinets aide tant la qualité des projets que le respect de leurs calendriers.

Par conséquent, nous demandons s'il serait possible de modifier les exigences de manière à permettre deux cabinets de génie mécanique et deux cabinets de génie électrique.

Réponse 10:

L'exigence selon laquelle un cabinet de génie mécanique et un cabinet de génie électrique sont demandés demeure inchangée dans la présente DOC.

Question 11:

Voir le paragraphe EPEP 3.1.4 et l'alinéa EPEP 3.2.4.2 b).

Selon le paragraphe EPEP 3.1.4, le personnel principal des sous-experts-conseils et des spécialistes doit être énoncé dans le formulaire d'identification de l'équipe de l'expert-conseil. Cette partie de la soumission ne sera pas cotée.

Selon l'alinéa 3.2.4.2 b), vous demandez à ce que l'on indique le nom du personnel principal et du personnel de projet qui ont participé au projet. Il y a souvent un roulement de personnel. Cela crée une faille selon laquelle le personnel qui a participé au projet ne travaille plus pour le cabinet, mais le projet peut tout de même être utilisé. Est-ce que vous accepterez les projets pour lesquels le personnel principal et le personnel de projet ne travaillent plus pour les sous-experts-conseils ou les spécialistes? Ou est-ce que vous préférez les projets pour lesquels le personnel principal et le personnel de projet travaillent toujours pour le cabinet et sont disponibles pour les projets?

L'on suggère de reformuler l'alinéa EPEP 3.2.4.2 b) de la façon suivante : " Pour les projets ci-dessus, indiquer le nom des cadres supérieurs et des employés qui ont joué un rôle significatif dans l'équipe de projet, ainsi que leurs responsabilités respectives. Indiquer toute personne qui ne travaille plus pour les sous-experts-conseils ou les spécialistes. Seule l'expérience du personnel qui est énoncé dans le formulaire d'identification des membres de l'équipe de l'expert-conseil sera évaluée. "

Réponse 11:

Selon les alinéas EPEP 3.2.4.2 a) et b), le comité d'évaluation acceptera les projets pour lesquels le personnel principal a travaillé aux projets en question et travaille toujours pour le cabinet. Le

personnel de projet qui a participé aux projets doit également être indiqué, ainsi que les responsabilités respectives de chaque employé et l'on doit indiquer les personnes qui travaillent encore pour le cabinet et celles qui n'y travaillent plus.

Veuillez réviser l'alinéa EPEP 3.2.4.2 b) de la façon suivante : " Pour les projets ci-dessus, indiquer le nom des cadres supérieurs et des employés qui ont joué un rôle important dans l'équipe de projet, ainsi que leurs responsabilités respectives. Le personnel principal indiqué doit encore travailler pour le cabinet. Pour le personnel de projet, indiquer si les personnes travaillent toujours pour le cabinet ou non. "

Question 12:

Projet hypothétique 1 : La description du projet indique que le projet « est situé dans une région éloignée de l'Ontario ». La présente DOC est pour des projets situés dans la Région de la capitale nationale. Veuillez indiquer en quoi il est pertinent de demander un projet dans une région éloignée.

Réponse 12:

Veuillez réviser la question hypothétique de la manière suivante:

PROJET 1

Situation

Un locataire de l'administration fédérale libérera en avril 2013 deux étages d'un édifice dont la valeur patrimoniale est reconnue. Cet édifice est situé dans une région éloignée de la **Région de la capitale nationale**, à 50 km du bureau des représentants du ministère. Un autre locataire du gouvernement fédéral, Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC), logera ses employés (125 équivalents temps plein) dans les 1750 m² de superficie utilisable existante (2200 m² de surface brute), mais il a besoin de 100 m² supplémentaires pour l'entreposage de dossiers. L'espace disponible est suffisant pour satisfaire ce besoin.

Malheureusement, l'édifice, dont la maçonnerie est en pierre et les fenêtres originales sont en bois, a été mal entretenu et exige des réparations. TPSGC souhaite commander un rapport d'évaluation de sa valeur patrimoniale pour déterminer la portée des réparations nécessaires avant d'entreprendre l'aménagement de l'édifice.

RHDCC a accepté de réviser les normes d'aménagement de ses bureaux pour se conformer aux Normes d'aménagement du gouvernement du Canada relatives à l'initiative Milieu de travail 2.0, selon lesquelles la superficie devra passer de 16 m² utilisables par ETP à 14 m² utilisables par ETP. L'espace supplémentaire aux fins d'entreposage des dossiers est considéré comme un local à usage particulier et exige une capacité minimale de chargement du plancher de 12 kPa.

Portée des services requis

On a demandé à votre entreprise de présenter une proposition dans le but de fournir des services en deux étapes.

La première étape vise à fournir un rapport d'évaluation de l'enveloppe de l'édifice, soit l'état de l'extérieur de l'édifice du gouvernement du Canada, désigné édifice reconnu, pour déterminer l'étendue des travaux de réparation requis.

La deuxième étape vise à fournir des services de base pour la réparation de l'extérieur de l'édifice et la rénovation de l'intérieur, y compris la mise à niveau de l'édifice pour accueillir les bureaux, en plus de la conception et de la construction du local supplémentaire. Durant cette étape, les services de votre entreprise, de ses sous-experts-conseils et de ses spécialistes sont aussi requis pour la conception et la mise en oeuvre de l'aménagement des bureaux, y compris la modification des systèmes mécaniques et électriques selon le nouvel aménagement, et l'élaboration des plans de disposition du mobilier, y compris les besoins en système mobile de stockage dense, en alimentation électrique, en transmission des données et de la voix pour ces plans. L'achat et l'installation du mobilier, des unités de système mobile de stockage dense et des services de télécommunication seront faits par le locataire, mais la portée des travaux associés à ces contrats sera coordonnée par votre équipe pour l'ensemble du projet. Votre entreprise et votre équipe de sous-experts-conseils et de spécialistes prépareront les documents contractuels qui seront publiés par TPSGC pour le compte du locataire, assureront l'administration des contrats pendant la construction et fourniront les services d'inspection de base sur le chantier jusqu'à l'occupation de l'édifice en mars 2015.

Veillez fournir la liste des sous-experts-conseils et des spécialistes qui composeront l'équipe de projet; expliquer comment votre entreprise fera face à la question de l'éloignement de l'édifice, situé à 300 km de ses bureaux, et comment elle exécutera les deux étapes du projet; décrire la portée des services fournis à chaque étape, y compris le niveau d'effort par discipline ou spécialité nécessaire pour exécuter le projet.

Question

Décrire les risques qui peuvent influencer sur l'échéancier et la date de fin du projet.

Question 13:

Les exigences énoncées aux alinéas 2 à 4 du paragraphe EPEP 3.2.4 pour les sous-experts-conseils semblent être une répétition des exigences énoncées au paragraphe 3.2.3 pour les proposants. Veuillez préciser :

- .1 Si le nombre de projets à présenter selon l'alinéa 3.2.4.2 est le nombre exigé par discipline ou le nombre total.

-
- .2 Si le but est que chaque proposant propose un seul sous-expert-conseil pour chacune des catégories énoncées ou s'il est acceptable de présenter plus d'un sous-expert-conseil spécialiste pour chacune des disciplines.
 - .3 Veuillez confirmer que l'on ne demande pas de fournir le C.-V. du personnel des sous-experts-conseils puisque les paragraphes EPEP 3.2.5 et 3.2.6 ne font référence qu'au personnel du proposant.
 - .4 Est-ce que les sous-experts-conseils ou spécialistes qui ont déjà une relation de travail préétablie avec le proposant seront mieux cotés que ceux qui n'en ont pas ou est-ce que les projets présentés seront cotés indépendamment de cet aspect?
 - .5 Veuillez confirmer que les deux projets hypothétiques seront évalués de manière égale dans la grille d'évaluation, c.-à-d. que chaque projet équivaut à 50 % de la cote pour cette exigence ou si, au contraire, l'un vaut plus que l'autre.

Nous observons que l'État bénéficie des situations où les proposants ont la possibilité de retenir les services de divers cabinets de sous-experts-conseils en fonction des besoins de chaque projet.

Réponse 13:

- .1 Trois projets importants doivent être présentés selon l'alinéa 3.2.4.2 pour chaque discipline demandée.
- .2 L'objectif est que le proposant ne présente qu'un seul sous-expert-conseil ou spécialiste par discipline.
- .3 L'on ne demande pas au proposant de fournir le C.-V. du personnel du sous-expert-conseil ou du spécialiste.
- .4 Les sous-experts-conseils, spécialistes et proposants seront cotés seulement en fonction des projets présentés dans la soumission. Les relations de travail préétablies ne seront pas prises en compte.
- .5 Les deux projets hypothétiques seront évalués de manière égale dans la grille d'évaluation, c.-à-d. que chaque projet vaudra 50 % du critère coté.

Question 14:

Dans l'EPEP 3, dans l'alinéa 3.2.4.3, est-ce que le but est le suivant :

- a. Que le sous-expert-conseil « doit bien connaître les projets susmentionnés »?
- OU
- b. Que le proposant défini à l'IG 20 « doit bien connaître les projets » inclus au paragraphe 3.2.4?

Veuillez préciser ce point.

Réponse 14:

Veillez réviser l'alinéa EPEP 3.2.4.3 de la façon suivante :

« EPEP 3.2.4.3 : Le proposant doit montrer que les sous-experts-conseils ou spécialistes possèdent une connaissance des projets énoncés ci-dessus. Les expériences antérieures d'entités autres que les sous-experts-conseils et les spécialistes ne seront pas évaluées. »

Question 15:

Conformément aux dispositions des documents d'appel d'offres du mandat en titre, je vous transmets les questions suivantes :

- .1 À l'article IG 1 - INTRODUCTION des Instructions générales aux proposants il est écrit au paragraphe 2 : Si un proposant est agréé pour exercer ses activités dans une seule de ces deux provinces, il doit être admissible à l'agrément et pouvoir se faire agréer dans la province dans laquelle il ne l'est pas. Qu'est-ce que cela signifie dans les faits? Quels documents doivent être fournis dans l'offre de services pour répondre à cette exigence?
- .2 Au même article, la valeur de 27 M\$ pour toutes les offres à commande représente bien la valeur des contrats de services aux mandataires et non la valeur des travaux?

Réponse 15:

1. Le proposant doit être autorisés à fournir les services professionnels nécessaire, dans toute la mesure prescrite par les lois provinciales dans la province où se déroulera le projet lors d'une commande subséquente. Si le proposant est agréé pour exercer ses activités dans l'une des deux provinces seulement, vous devez indiquer comment vous avez l'intention de répondre aux exigences provinciales en la matière.
2. Veuillez consulter le paragraphe PO 5 Procédures applicables aux commandes subséquentes 1. a)

Question 16:

- .1 L' **IG24 Évaluation du rendement** des *Instructions générales aux proposants*, traite de l'évaluation du rendement de l'expert-conseil. Est-ce que les sous-experts-conseils et spécialistes sont également évalués? Si tel est le cas, existe-t-il une liste des sous-experts-conseils ayant obtenu une cote de rendement insatisfaisant que nous pourrions consulter. Ceci nous éviterait d'inclure dans notre équipe un sous-expert-conseil ne répondant pas aux critères de satisfaction de TPSGC.

- .2 À l'**Exigence cotée 3.2.4.**, on demande de démontrer l'expérience des sous-experts-conseils et spécialistes de l'équipe en présentant trois projets gouvernementaux pertinents.
Est-ce trois projets pour chaque discipline ou est-ce trois projets au total?
- .3 Au premier paragraphe de la description du **Projet hypothétique 1** (*Partie 2 de 2 / Page 107 de 133*), on mentionne que l'édifice en question est situé à 100 km du bureau des représentants du ministère, alors qu'au dernier paragraphe (*Partie 2 de 2 / Page 108 de 133*), on parle plutôt de 300 km. L'édifice est-il situé à 100 km ou à 300 km du bureau de l'expert-conseil?

Réponse 16:

- .1 Veuillez consulter le paragraphe EPEP 3.2.4 à propos de l'information exigée par rapport à l'expérience antérieure des sous-experts-conseils et spécialistes.

Aucune liste de sous-experts-conseils n'ayant pas atteint une cote de rendement acceptable n'est disponible.
- .2 Trois projets importants doivent être présentés selon l'alinéa 3.2.4.2 pour chaque discipline demandée.
- .3 Le site se trouve à 300 km du bureau du proposant. Veuillez réviser la question hypothétique 1 de la manière suivante :

« PROJET 1

Situation

Un locataire de l'administration fédérale libérera en avril 2013 deux étages d'un édifice dont la valeur patrimoniale est reconnue.

Cet édifice est situé dans une région éloignée de la **Région de la capitale nationale**, à **50 km** du bureau

des représentants du ministère. Un autre locataire du gouvernement fédéral, Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC), logera ses employés (125 équivalents temps plein) dans les 1750 m² de superficie utilisable existante (2200 m² de surface brute), mais il a besoin de 100 m² supplémentaires pour l'entreposage de dossiers. L'espace disponible est suffisant pour satisfaire ce besoin.

Malheureusement, l'édifice, dont la maçonnerie est en pierre et les fenêtres originales sont en bois, a été

mal entretenu et exige des réparations. TPSGC souhaite commander un rapport d'évaluation de sa valeur patrimoniale pour déterminer la portée des réparations nécessaires avant d'entreprendre l'aménagement de l'édifice.

RHDCC a accepté de réviser les normes d'aménagement de ses bureaux pour se conformer aux Normes d'aménagement du gouvernement du Canada relatives à l'initiative Milieu de travail 2.0, selon lesquelles la superficie devra passer de 16 m² utilisables par ETP à 14 m² utilisables par ETP. L'espace supplémentaire aux fins d'entreposage des dossiers est considéré comme un local à usage particulier et exige une capacité minimale de chargement du plancher de 12 kPa.

Portée des services requis

On a demandé à votre entreprise de présenter une proposition dans le but de fournir des services en deux étapes.

La première étape vise à fournir un rapport d'évaluation de l'enveloppe de l'édifice, soit l'état de l'extérieur de l'édifice du gouvernement du Canada, désigné édifice reconnu, pour déterminer l'étendue des travaux de réparation requis.

La deuxième étape vise à fournir des services de base pour la réparation de l'extérieur de l'édifice et la rénovation de l'intérieur, y compris la mise à niveau de l'édifice pour accueillir les bureaux, en plus de la conception et de la construction du local supplémentaire. Durant cette étape, les services de votre entreprise, de ses sous-experts-conseils et de ses spécialistes sont aussi requis pour la conception et la mise en oeuvre de l'aménagement des bureaux, y compris la modification des systèmes mécaniques et électriques selon le nouvel aménagement, et l'élaboration des plans de disposition du mobilier, y compris les besoins en système mobile de stockage dense, en alimentation électrique, en transmission des données et de la voix pour ces plans. L'achat et l'installation du mobilier, des unités de système mobile de stockage dense et des services de télécommunication seront faits par le locataire, mais la portée des travaux associés à ces contrats sera coordonnée par votre équipe pour l'ensemble du projet.

Votre entreprise et votre équipe de sous-experts-conseils et de spécialistes prépareront les documents contractuels qui seront publiés par TPSGC pour le compte du locataire, assureront l'administration des contrats pendant la construction et fourniront les services d'inspection de base sur le chantier jusqu'à l'occupation de l'édifice en mars 2015.

Veillez fournir la liste des sous-experts-conseils et des spécialistes qui composeront l'équipe de projet; expliquer comment votre entreprise fera face à la question de l'éloignement de l'édifice, situé à 300 km de ses bureaux, et comment elle exécutera les deux étapes du projet; décrire la portée des services fournis à chaque étape, y compris le niveau d'effort par discipline ou spécialité nécessaire pour exécuter le projet.

Question

Décrire les risques qui peuvent influencer sur l'échéancier et la date de fin du projet. »

Question 17:

L'article EPEP 2.2 que l'on exige que les « lettres de recommandation comme indiquées aux paragraphes EPEP 3.2.3 et 3.2.4 doivent être fournies séparément et ne pas dépasser dix-huit (18) pages au total ». Toutefois, dans les paragraphes modifiés EPEP 3.2.3 et 3.2.4 il est seulement indiqué « une indication (lettre ou autre) de la satisfaction des clients. »

Est-il possible de préciser ce que l'on entend par « lettre ou autre »?

Réponse 17:

Veuillez réviser l'alinéa EPEP 3.2.3.3 (l) de la façon suivante :

« (l) Des lettres de recommandation doivent être fournies, conformément aux exigences de l'article EPEP 2.2. «